



« Le Monde des livres »
Le Corbusier, une biographie
de l'architecte qui fera date
Supplément

Immobilier en Ile-de-France
Les ventes s'effondrent, pas les prix
Economie page 13

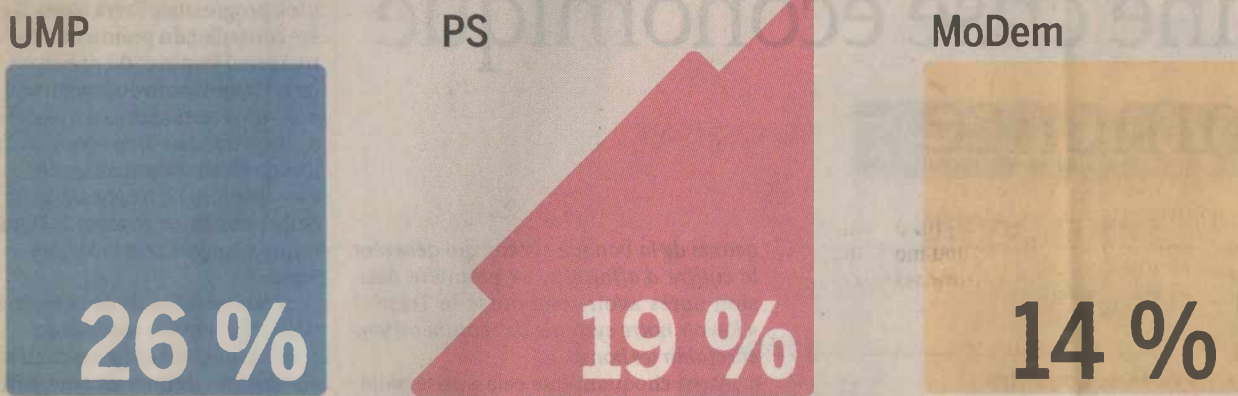
Vendredi 29 mai 2009 - 65^e année - N° 20012 - 1,40 € - France métropolitaine www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

Européennes : Bayrou grignote l'électorat PS

■ Sondage : le Parti socialiste sous la barre symbolique des 20 %
■ Le MoDem et le Front de gauche bénéficient pour le moment de ce tassement

INTENTIONS DE VOTE



Sur fond de désintérêt persistant d'une majorité d'électeurs français pour le renouvellement du Parlement européen, le 7 juin, on assiste à un tassement du Parti socialiste. Tel est le double enseignement du sondage TNS Sofres/Logica réalisé les 25 et 26 mai. Quarante-trois pour cent des personnes interrogées se sentaient, à ces dates, concernées par le scrutin à venir. Et les intentions de vote en faveur de la formation que dirige Martine Aubry passent, pour la première fois depuis le début de cette campagne, sous la barre des 20 %.

Il faudra attendre quelques jours pour savoir si ces 19 % d'intentions peuvent encore diminuer ou s'ils ne sont qu'un aléa momentané. Pour l'heure, ce décrochage léger mais symbolique s'effectue au profit du MoDem de François Bayrou (14 %) ou du Front de gauche (7 %), qui ras-

semble le Parti communiste et le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, ex-PS. La tendance, s'agissant de l'UMP, est à une légère baisse (26 %).

« Le PS n'est pas parvenu à capitaliser de manière efficace sur le vote sanction », estime Brice Teinturier, directeur général adjoint de TNS Sofres.

Le sondage suggère aussi la fragilité et la volatilité de l'électorat potentiel du MoDem. A dix jours du scrutin, 38 % de ses électeurs potentiels manifestaient de l'intérêt pour l'élection et 44 % affirmaient qu'ils « pourraient changer d'avis ». Quelle sera la densité européenne des votes français du 7 juin ? Cinquante-deux pour cent des personnes interrogées par TNS Sofres/Logica « tiendront compte avant tout des positions prises par les partis sur les problèmes qui se posent en France ».

■ **Puissance** Les eurodéputés pèsent de plus en plus dans le processus législatif, en dépit d'une capacité d'expertise limitée. P. 9

■ **Tendance** Analyse détaillée du sondage TNS Sofres/Logica. P. 10

■ **L'image d'un PS uni** A Rezé (Loire-Atlantique), au cours d'un meeting, Martine Aubry et Ségolène Royal en appellent au « sursaut ». P. 10

■ **A chacun son tir** L'UMP concentre ses attaques sur le PS. François Bayrou (MoDem) réserve ses flèches à Nicolas Sarkozy. P. 10

■ **Anniversaire** Que reste-t-il du clivage oui-non du référendum de 2005 ? Un créneau, l'eurosepticisme, et deux tréteaux, pour Nicolas Dupont-Aignan et Philippe de Villiers ? P. 11

■ **Débats** José Bové et Daniel Cohn-Bendit : l'Europe a grand besoin d'une relance démocratique. P. 17

L'ONU a caché l'ampleur des massacres au Sri Lanka

L'armée aurait tué quelque 20 000 personnes ; la direction onusienne a ménagé le régime de Colombo

Colombo
Envoyé spécial

Des chiffres étouffés. Des rapports sans suite. Un bilan des victimes très vraisemblablement sous-estimé. Des principes reniés.

Bien qu'elle ait disposé d'éléments accablants sur la conduite de l'armée sri-lankaise, la hiérarchie de l'ONU a, selon une enquête du Monde, gardé le silence, de peur de compromettre ses activités dans ce pays. Tandis que se préparait ce qu'elle a fini par décrire comme un « bain de sang », l'ONU a fait le choix de la conciliation avec Colombo, au risque de faillir à son devoir envers des centaines de milliers de civils en danger.

Le refus de l'ONU de publier le bilan des victimes est emblématique. Tout au long de l'offensive de l'armée contre l'une des plus vieilles et des plus violentes guérillas dans le monde, les séparatistes des Tigres de l'Eelam tamoul (LTTE), une cellule onusienne a collecté et recoupé des données auprès d'employés locaux de l'ONU, d'ONG, de médecins ou de prêtres.

Son total, entre le 20 janvier et le 13 mai (une semaine avant l'assaut final), est de 7 720 morts (dont 678 enfants) et 18 465 blessés (dont 2 384 enfants). Il y a eu « une tentative de suppression systématique de ce matériel », affirme un officiel onusien.

Philippe Bolopion
► Lire la suite page 8

La Commission de déontologie se rebelle après l'affaire Pérol

Une proposition de loi va lui permettre de s'autosaisir

Il y a près de cent jours, à la fin du mois de février, François Pérol, secrétaire général adjoint de l'Elysée, quittait ses fonctions pour prendre la direction de deux groupes bancaires appelés à fusionner : les Caisses d'épargne et les Banques populaires. François Pérol ayant lui-même supervisé cette fusion, ce « pantouflage » allait créer un débat d'autant plus vif que la Commission de déontologie de la fonction publique n'avait pas été saisie de ce cas litigieux, qui fait d'ailleurs aujourd'hui l'objet de procédures judiciaires.

Jusqu'à alors discrète, cette commission de déontologie est traumatisée par cette affaire. Pour la première fois depuis sa

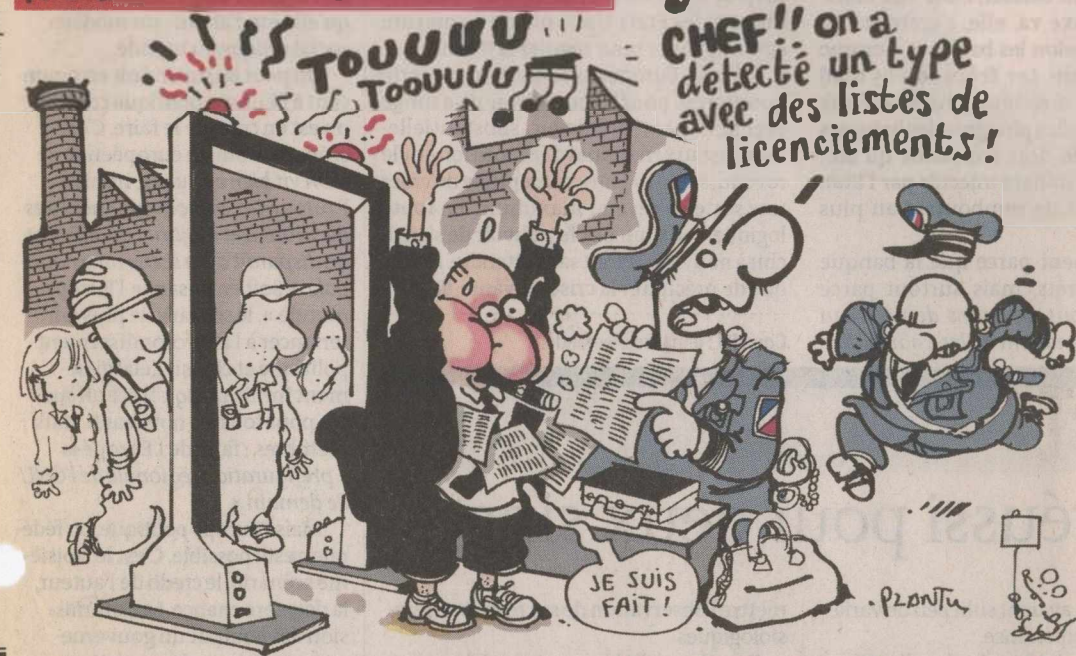
création, en 1995, deux de ses membres ont démissionné, dont Jacques Chabrun (76 ans), ancien collaborateur du général de Gaulle et membre de la Cour des comptes, qui avait, durant toute sa carrière, fait de sa discrétion vertu.

Du député socialiste Michel Sapin, qui est à l'origine de cette commission, à Olivier Fouquet, qui la préside aujourd'hui, Le Monde a rencontré les principaux protagonistes de ce dossier. Seule façon, selon eux, de s'en sortir par le haut : réformer les statuts de cette commission pour qu'elle puisse s'autosaisir. Une proposition de loi vient d'être déposée en ce sens. ■

Lire page 16

Le regard de Plantu

APRÈS LES ÉCOLES, DES PORTIQUES À L'ENTRÉE DES ENTREPRISES



Les Etats-Unis, sans réponse face à la Corée du Nord

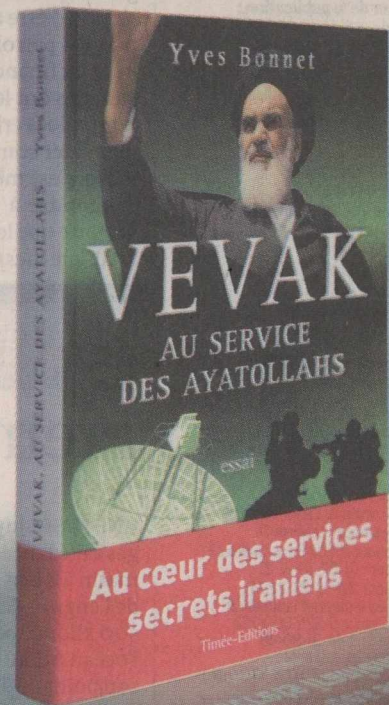
Washington
Correspondante

Mais que veut donc la Corée du Nord ? A la Brookings Institution, l'un des cercles de réflexion influents de Washington, les chercheurs sont perplexes. La crise avec le régime coréen a un air de déjà-vu qui déprime tout le monde. Dans la journée, Pyongyang a procédé à un tir de missile à courte portée et menace Séoul. « Le problème est devenu encore un peu plus sérieux », commente Michael O'Hanlon, le spécialiste militaire de la Brookings.

La liste est longue de toutes les politiques qui ont été tentées par les Américains depuis quinze ans. « Le dialogue, pas de dialogue, le cadre agréé, les pourparlers à six », égrène Carlos Pascual, l'un des vice-présidents de l'institution (et présenté par l'administration Obama pour être ambassadeur au Mexique). Les sanctions, les pressions sur la Chine, la suppression de la liste des pays soutenant le terrorisme, la carotte, le bâton...

Corine Lesnes
► Lire la suite page 6

Quand l'ex patron de la DST dévoile les réseaux des services secrets des mollahs en France et dans le monde



Terreur, ingérence, torture, immunité... Tandis que l'Occident ferme délibérément les yeux sur les agissements d'une organisation qu'il a contribué à faire naître.

Timée-Éditions

Demain dans Le Monde

Rencontre Le neurobiologiste Jean-Pierre Changeux réfléchit sur la création artistique

« Le Monde 2 » Enquête sur le contrôle et la censure du Net par un nombre croissant d'Etats

Editorial

Le cas coréen

Le second essai nucléaire nord-coréen, suivi de tirs de missiles à courte portée et d'autres gesticulations belliqueuses, provoque un concert de condamnations dans le monde. Mais, aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement de s'indigner ou de sanctionner mais de repenser la politique à l'égard d'un pays qui « négocie sur la brèche » et trouve dans la provocation et le chantage nucléaire le seul moyen de se faire entendre.

Un certain réalisme s'impose après la politique de « coups de poing » sur la table de George W. Bush. Cette politique s'est révélée incapable d'empêcher l'accession de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) au rang de puissance disposant de capacités nucléaires, ce qu'a confirmé le nouvel essai.

Barack Obama hérite d'une situation qui semble l'avoir pris passablement au dépourvu. Mais c'est aussi le cas de la Chine, alliée de la Corée du Nord, dont les intérêts à court terme – préserver la stabilité du régime – apparaissent de plus en plus en contradiction avec ses ambitions, et donc ses responsabilités, de puissance qui entend tenir son rang mondial.

Sans qu'elle puisse exprimer la moindre complaisance envers le régime totalitaire de Corée du Nord, un des pires de la planète, une approche différente, plus pragmatique, s'impose afin de rechercher une meilleure efficacité. Les politiques précédentes, visant à contenir les ambitions nucléaires nord-coréennes, ont eu un effet contraire au but recherché.

La communauté internationale se trouve ainsi ramenée à la case départ : la situation précédant l'accord de février 2007 par lequel la RPDC s'engageait à renoncer à ses programmes nucléaires en échange de contreparties américaines. En plus préoccupant aujourd'hui, car la tension entre les deux Corées n'est pas exempte de risques d'incidents.

Qu'on le veuille ou non, la RPDC dispose de capacités nucléaires. Elle constitue moins une menace d'agression nucléaire, qui serait suicidaire pour elle, qu'un risque de prolifération dans la région. Ce qui paraît négociable, c'est un nouvel arrêt de ses programmes, dûment vérifié, et des engagements de non-prolifération horizontale. Dans le cadre, non pas d'une négociation focalisée sur la dénucléarisation unilatérale de la RPDC, mais d'un accord de stabilisation de la péninsule passant par un traité de paix avec les Etats-Unis. Un accord auquel l'administration Clinton était sur le point de parvenir en 2000. Mais, cette fois, la RPDC, dotée de capacités nucléaires qu'elle n'avait pas à l'époque, a placé la barre plus haut. ■

L'actualité sur Lemonde.fr



ELISE BARTHET / LE MONDE.FR

Lait : « Notre survie est en jeu »

Producteurs de lait, industriels et responsables de coopératives se réunissent, jeudi 28 mai, pour tenter de se mettre d'accord sur le prix du lait. La crise qui a éclaté depuis plusieurs jours a conduit le blog « Engrenages » à se transporter dans la Sarthe pour rencontrer des éleveurs. « C'est l'avenir de la filière qui est

en jeu », assure Hervé de Viron, 17 ans, élève au lycée agricole d'Angers, qui ajoute, à propos des manifestations et des blocages organisés par les éleveurs : « Ce qu'ils défendent, c'est mon futur métier. » « A 210 euros les 1 000 litres, ce n'est plus une question de principe, c'est notre survie qui est en jeu, relève, quant à lui, Ghislain de Viron, secrétaire général de la section lait de la FDSEA sarthoise. On nous incite à produire plus, mais le marché est débordé. Résultat : les prix baissent. On ne peut pas demander aux gens de se relever la nuit pour manger du camembert. »

Rendez-vous

Dans le cadre des Assises du roman, débats en direct. Jeudi 28 mai à 16 heures avec Siri Hustvedt : Le livre dont le psychanalyste est le héros.

Vendredi 29 mai à 16 heures avec Philippe Vasset : Narrative non-fiction, l'enquête littéraire.

Débat en direct, mercredi 27 mai à 14 h 30, avec Philippe de Villiers, président du MPF. Débat en direct, jeudi 28 mai à 11 heures, avec Benoist Apparu, député UMP, rapporteur de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur le lycée.

Européennes : candidats célèbres ou insolites

Certaines célébrités et formations politiques non conformistes se servent des européennes comme tremplin. Un portfolio présente quelques candidatures insolites.

Chronique Vive la révolution !

Nous irons certes tous voter avec enthousiasme et conviction mais il faut bien le dire : l'Europe piétine. En 2005, le non français au référendum, la coalition des souverainismes et l'échec de la Constitution européenne ont donné un coup de gourdin à la construction d'une maison commune. D'où le réconfort apporté par l'essai d'Olivier Ferrand, *L'Europe contre l'Europe* (Hachette littératures, 198 p.,

Europe

Marion Van Renterghem

15,90 euros) Rien d'un optimisme béat, juste le signe qu'il est encore temps de « remettre à l'endroit » une Europe « à l'envers ». Olivier Ferrand préside le think tank progressiste Terra Nova. Il a été conseiller du premier ministre Lionel Jospin et du président de la Commission européenne Romano Prodi, sherpa du représentant français Pierre Moscovici lors de l'élaboration du traité constitutionnel, responsable du club A gauche en Europe, de Dominique Strauss-Kahn et Michel Rocard.

Son livre est né de deux frustrations. La première procède du constat que l'Europe a agi contre elle-même : technocratie, dérive libérale, élargissement trop rapide. La deuxième est l'échec de la Constitution européenne, qui apportait à ces maux un remède.

L'Europe politique, ou fédérale, reste possible

La maladie est grave, estime l'auteur : l'Europe s'est retournée contre elle-même en s'empêtrant dans les filets de ses fondateurs. C'est d'abord « le paradoxe Monnet » : le projet initial d'une Europe politique s'est perdu dans celui, censé n'être qu'une étape, d'une Europe technique. Puis « le paradoxe Barnier » : en se voulant non partisane, non politique, comme l'aurait définie l'ex-commissaire européen, la Commission est devenue un « gouvernement des experts contre la démocratie ». « Le paradoxe Delors », enfin : en construisant une Europe d'abord économique, l'inventeur de l'Acte unique de 1986 l'a entraînée dans une logique libérale et l'oubli de ce qu'elle est d'abord : un modèle social unique au monde.

On peut en sortir. Soit en renonçant à l'Europe politique comme on est en train de le faire. C'est le scénario « Suisse européenne » : « On vit bien en Suisse, ironise l'auteur. Les cantons prennent des décisions à la majorité qualifiée et on disparaît de la scène internationale. » Soit en faisant « l'Europe-monde », le scénario le plus joli : renoncer à l'approfondissement politique et choisir l'élargissement infini, puisqu'il est un succès pour tous les nouveaux Etats membres ; faire de l'Europe la « préfiguration régionale de l'ONU de demain ».

Mais l'Europe politique, ou fédérale, reste possible. C'est le troisième scénario, le credo de l'auteur, la dernière chance. La Commission deviendrait un gouvernement politique, démocratiquement désigné par la majorité parlementaire. Le Parlement, l'institution la plus démocratique du système, a les moyens d'agir. Il a déjà défait des commissaires, il pourrait décider du président de la Commission, prendre le pouvoir. Le traité de Lisbonne l'esquisse. Ce serait un coup d'Etat politique. A lire Olivier Ferrand, on est pour. ■

La prochaine crise économique a déjà commencé

En temps de crise, cela devrait être une bonne nouvelle : le baril de pétrole qui était descendu à 32 dollars (23 euros) en décembre 2008 vient de franchir le seuil des 60 dollars. Certes, l'automobiliste devrait voir son pouvoir d'achat entamé mais, en principe, si le pétrole augmente, n'est-ce pas parce que la crise est derrière nous ? Que la Chine et les Etats-Unis, faisant mentir des statistiques qui ne font que refléter le passé, se remettent à faire tourner leurs machines ? Que les consommateurs se remettent à acheter ? Les entreprises à embaucher ?

Las, il n'en est rien. La demande est atone. Pour la première fois depuis 1945, la consommation mondiale d'électricité devrait même diminuer cette année. Dans tous les ports du monde, des pétroliers

Analyse

Frédéric Lemaître
Rédaction en chef

l'ation et des contrôles du secteur financier ont joué un rôle essentiel dans la crise ». Peu importe que Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers, dénonce, dans *Le Monde* du 26 mai, le fait qu'« une part très substantielle des marchés financiers n'est, de fait, pas réellement contrôlée ou opère en toute opacité ».

Plus discrets qu'hier mais aussi déterminés, les opérateurs poursuivent leurs pratiques opaques. Exemple : il ne se passe pas un mois sans qu'une banque ou une Bourse crée une « plate-forme alternative », une Bourse d'un nouveau genre dont le principe est de travailler à l'abri des regards. Le nom anglais est plus explicite : les Anglo-Saxons parlent de « dark pools ». Tout est dit. Vous avez aimé les subprimes, les Credit Default Swaps et autres produits titrisés dans lesquels, à votre insu, votre banquier avait placé une partie de vos économies ? Demain, vous adorerez Xetra Midpoint, Smartpool, Chi-X-Delta et NeuroDark.

Outre l'opacité, la cupidité a été l'autre facteur déclenchant de la crise. Là aussi, tout change pour que rien ne change. Certes, les parts variables des rémunérations vont légèrement baisser, mais aux Etats-Unis, la part fixe va, elle, s'accroître de 50 % à 100 %, selon les banques. Comme l'a expliqué dans *Les Echos* (du 25 mai) Kenneth Lewis, directeur général de Bank of America, une des plus grandes banques du pays qui ne doit son salut qu'aux 45 milliards de dollars injectés par l'Etat, son objectif est de rembourser au plus vite cette aide.

Non seulement parce que la banque verse des intérêts, mais surtout parce qu'« ensuite nous pourrions de nouveau rémunérer normalement les cadres diri-

geants de la banque et ceux qui génèrent le chiffre d'affaires ». Sa première décision après avoir remboursé le Trésor ? « Revoir notre système de rémunérations et rétablir les bonus. »

Aussi choquant que cela puisse paraître à la quasi-totalité de la population mondiale, Kenneth Lewis dit tout haut ce que ses collègues pensent tout bas. Gagner des millions de dollars ou d'euros, en travaillant dans la finance, est « normal ». Pas question de céder là-dessus.

Comment en est-on arrivé là ? Une partie de la réponse figure dans un petit essai passionnant, à la fois philosophique et économique, que vient de publier Charles-Henri Filippi. Dans *L'Argent sans maître* (éd. Descartes et Cie, 96 p., 15 euros), cet ancien collaborateur de Laurent Fabius, qui fut jusqu'à récemment patron de la filiale française d'HSBC, explique comment, au fil des siècles, l'argent, qui était un moyen d'émancipation, est devenu une religion. Surtout, il démontre comment la cupidité, « stimulant individuel », est, elle, devenue un véritable « système de gouvernance » et le « fondement institutionnalisé d'un enrichissement sans cause réelle et sans limite sérieuse ».

Nous sommes à un moment charnière de la crise. Les mesures d'urgence (sauvetage des banques, plans de relance) ont été prises. Reste l'essentiel : rétablir une confiance durable des épargnants. A Londres, le G20 a fixé quelques lignes directrices, mais n'a ni réglé le déséquilibre majeur de la finance mondiale (entre la Chine et les Etats-Unis) ni pris de mesure contraignante pour réguler la finance.

Déjà, les Européens se divisent sur cette question et, pour le moment, nul ne songe véritablement à relever substantiellement le taux marginal d'imposition sur le revenu, seule mesure susceptible de créer une sorte de revenu maximum. En toute logique, ceux qui ont le pouvoir de s'enrichir à nouveau le font sans attendre. Au risque de précipiter la crise suivante. ■

Courriel : lemaître@lemonde.fr

Ceux qui ont le pouvoir de s'enrichir à nouveau le font sans attendre. Au risque d'une autre crise

pleins à craquer attendent même que les prix remontent encore pour livrer leurs millions de tonnes dont ils ne savent que faire. Alors, pourquoi le prix du pétrole a-t-il doublé en quelques mois ? En grande partie parce que, dans les salles de marché, les traders se remettent à spéculer sur l'or noir. Comme au début de l'année 2008 quand les prix des matières premières avaient atteint des niveaux record en grande partie dus à la spéculation.

Loin d'être anecdotique, l'évolution du prix du pétrole reflète l'état d'esprit des milieux financiers. Aidées par les Etats, les banques ont le sentiment que, pour elles, le gros de la crise est passé. Tout doit donc redevenir comme avant. Reconstituer les marges est même une nécessité absolue. Et prendre à nouveau des risques. Peu importe que le G20 de Londres ait jugé, en avril, que « les principaux échecs de la régu-

Il y a 50 ans dans Le Monde

Premier vol spatial réussi pour deux singes

UNE FUSÉE Jupiter renfermant deux singes a été lancée de Cap Canaveral ce matin à 8 h 35 (heure française). L'ogive de l'engin – dont l'altitude prévue était de 500 kilomètres – est retombée dans l'océan Atlantique, à 2 400 kilomètres de son point de départ.

Comme prévu, elle a pu être freinée dans sa descente par un parachute et maintenue à la surface de l'eau par des ballons. Peu de temps après, on apprenait que les deux animaux avaient été retrouvés vivants. Une première analyse des signaux envoyés de l'engin durant le vol indiquait que leur rythme cardiaque et

leur respiration avaient subi peu de variations durant l'expérience.

Celle-ci s'inscrit à la suite de celle effectuée en décembre 1958, à l'aide également d'une fusée Jupiter : un singe – nommé Gordo – avait été placé dans l'ogive, mais on ne parvint pas à la retrouver, et les spécialistes durent se contenter des indications radio. Pourquoi avoir placé cette fois à bord deux singes ? C'est que chacun d'eux avait subi une préparation différente. Baker – un petit animal d'un livre, semblable à Gordo – a été logé dans un habitacle situé à la base du cône. Il a été muni d'un équipement complexe destiné à per-

mettre l'observation de ses réactions physiologiques.

Dans le cas d'Able, un singe rhésus d'un poids de 7 livres, c'est son comportement qui devait être observé. L'animal avait été accoutumé à agir sur un interrupteur chaque fois qu'une lampe s'allumait sous ses yeux. Continuerait-il alors qu'il subirait au départ de la fusée les effets d'une accélération considérable, et quelques instants plus tard ceux de l'« apesanteur » ? C'était la question à laquelle l'essai de ce matin devait permettre de répondre. ■

Nicolas Vichney
(29 mai 1959.)

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication : Eric Fottorino
Vice-président, directeur général : David Guiraud
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain
Directeur du « Monde » : Eric Fottorino
Directeur adjoint : Laurent Greilsamer
Editeur : Michel Sfeir
Directeur de la rédaction : Alain Frachon
Directeur éditorial : Gérard Courtois
Rédacteurs en chef : Michel Kajman, Frédéric Lemaître, Franck Nouchi (« Le Monde 2 ») et Isabelle Tales
Chef d'édition : Françoise Tovo
Directeur artistique : Quintin Leeds
Veille de l'information : Eric Azan
Secrétaire général : Jean-Pierre Giovenco
Médiatrice : Véronique Maurus
Conseil de surveillance : Louis Schwetzer, président
Jean-Pierre Tuquoi, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994), Jean-Marie Colombani (1994-2007)
Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA
Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000.
Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA
Rédaction : 80, boulevard Auguste-Blancqui 75707 Paris Cedex 13
Tel. 01 57 28 20 00 ; télécopieur 01 57 28 21 21
Courriel des lecteurs : par télécopie 01 57 28 21 74 ;
Par courrier électronique : courrier_des_lecteurs@lemonde.fr
Abonnements : par téléphone : de France 0 825 000 778
(0,15 TTC/min), de l'étranger : (33) 3 44 31 80 48
Sur Internet : www.lemonde.fr/abojournal/
Changement d'adresse et suspension : 0 825 022 021 (0,15 TTC/min)

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde (SA). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0955-2037
Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Guinsbourg
94852 Ivry cedex
PRESSE
FRANÇAISE
2007
Présidente : Davida Guiraud
Directrice générale : Bénédicte Haillet-Dittemaer
80, bd Auguste-Blancqui
75707 PARIS CEDEX 13
PRINTED IN FRANCE Tel. 01 57 28 20 00 Fax: 01 57 28 21 26